

Menaces, mensonges et vidéo

par Robert Fisk

« *What I tell you three times is true.* »
« *Ce que je te dis par trois fois est vrai.* »

Lewis Carroll, *La chasse au Snark*

Juste avant que les armées occidentales et leurs alliés arabes prennent d'assaut le Koweït et l'Irak en février 1991, une annonce était punaisée au tableau de ce qu'on appelait le « bureau de liaison et d'information », à l'hôtel international de Dhahran. Elle disait que quiconque serait trouvé en déplacement près de la frontière koweïtienne sans escorte militaire se verrait confisquer sa carte de presse. C'était de toute évidence une menace.

Pour accompagner les troupes alliées, les journalistes avaient été organisés en « pools », sous censure militaire. Dirigés par les networks de télévision américains, les journalistes se battaient comme des tigres pour faire partie de ces « pools » et pour habiller leurs reporters en uniformes, afin de se conformer aux restrictions militaires. En dehors de cela, personne d'autre n'avait le droit d'assister à la bataille. C'était un mensonge, bien sûr. Les journalistes de la presse écrite qui avaient refusé de « s'enrôler » et qui voyageaient seuls jusqu'aux lignes de front ne se faisaient pas toujours repérer, et d'ailleurs, ils envoyaient souvent à leurs journaux des dépêches qui étaient à la fois plus « imagées » – et plus vraies – que les reportages faits pour la télévision et issus du « pool ».

A ce moment-là, aucun de nous dans le Golfe ne savait très bien comment cette situation singulière était apparue. Les télévisions américaines avaient accepté la censure comme une condition du reportage. Elles n'ont pas essayé de s'opposer au système par peur de se voir privées d'images. En tant que médias audiovisuels, elles ne pouvaient se passer d'images pour leurs reportages sur la guerre. Les mots, les des-

criptions écrites ne leur étaient d'aucune aide. Avoir des images immédiatement leur paraissait plus important que le problème moral du refus d'être censuré. La prétendue nécessité pour leurs spectateurs de voir la guerre de première main – bien que cela soit une vue hautement falsifiée et bornée – avait pris le dessus sur les règles et les contraintes du journalisme traditionnel.

Juste avant l'attaque terrestre au Koweït et en Irak, je me suis introduit dans la salle de montage de CNN située dans une suite de l'hôtel de Dhahran, pour y chercher des informations sur le lieu de tournage d'un reportage vidéo que je venais juste de voir sur la chaîne. On m'a demandé pourquoi je voulais avoir ces renseignements. J'ai répondu que c'était pour y aller par mes propres moyens. A cet instant, le réalisateur se rejeta en arrière sur sa chaise, et dit : « *Cette information ne vous sera d'aucune aide, vous n'avez pas le droit d'y aller, car vous ne faites pas partie du pool. C'est contre la loi.* »

Il n'était, bien sûr, qu'un réalisateur. Mais son attitude était révélatrice. CNN ne voulait pas me délivrer cette information parce que des règles m'interdisaient d'aller au même endroit qu'eux. CNN respectait la « loi » – malgré tout ce qui se passait en Arabie Saoudite – et ainsi, par extension, était d'accord avec les restrictions qui étaient supposées m'interdire de couvrir cet événement.

Deux jours plus tard, sur la frontière – sans escorte ou censeur militaire – je fus repéré par un reporter du réseau NBC qui voyageait avec un pool militaire. Au lieu de m'ignorer, il m'a trahi. Il interpella un commandant de la marine US, et dit à l'officier de l'armée que je n'avais aucun droit de me trouver là, ajoutant que je devrais être arrêté. « *Fous le camp, pars à Dhahran, hurla-t-il, tu vas tout foutre en l'air pour nous tous.* »

Plus tard, j'ai écrit sur cet échange verbal – et sur ses implications – dans mon journal, *The Independent*. Inutile de dire que le reporter de NBC n'a rien dit là-dessus à son bureau de New York. De toute façon, cela n'aurait pas fait de différence s'il en avait parlé. Comme la plupart des autres journalistes dans le Golfe, l'homme de NBC s'était « rangé du bon côté ». Il portait l'uniforme des marines américains. Il mangeait les rations militaires. Il était sous censure militaire. Il n'avait pas beaucoup le choix. Rares étaient les reporters de télévision, alourdis par une équipe technique et leur équipement, qui arrivaient à passer inaperçus sur les lignes de front. Les journalistes de la presse écrite devaient donc payer pour ça.

Néanmoins il serait réducteur de penser que seule l'acceptation de la censure portait atteinte au travail des reporters dans le Golfe. Les problèmes sont plus complexes et l'on doit en rechercher la cause plus loin ; dans le conformisme politique qui est aujourd'hui si courant parmi les journalistes américains.

Une partie de ce problème provient de ce que l'universitaire palestinien Edward Saïd a appelé la « passivité et la distraction prolongée » des spectateurs de télévision américains. Cet état d'esprit fait référence à « *la montée d'un conformisme démocratiquement induit*¹ ».

D'après la thèse d'Edward Saïd, il est facile de faire appel à des idées telles que la patrie en danger et l'insécurité nationale dans une société aussi vaste et hétérogène que les Etats-Unis. Le recours aux traditions, aux valeurs familiales et au sentiment patriotique ne tolère aucune opposition ou dissidence ; surtout quand celle-ci est d'origine intellectuelle. Il aurait pu ajouter qu'en Europe, le problème se posait aussi, surtout en temps de guerre, la dissidence étant souvent ressentie comme une trahison, une perfidie. Les opinions des minorités sont traitées avec une grande méfiance de peur que plus tard, elles ne deviennent des points de vue dominants.

Ainsi, Noam Chomsky, l'un des plus grands intellectuels et écrivains américains n'a jamais été invité à écrire une chronique dans un journal américain important. La politique du consensus – du consensus patriotique sécurisant, toujours mis à mal par le doute – l'a écarté de la grande presse, aussi bien que de la télévision. Un phénomène similaire a touché le grand reporter et historien américain, William Shirer, auteur de *Grandeur et décadence du troisième Reich*, quand il revint aux Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale. N'ayant pas compris immédiatement les implications du maccarthysme, il fut taxé de « communisme » par un magazine de droite calomnieux, pour, entre autres choses, avoir soutenu une organisation d'avant-guerre, « Les amis de la république espagnole »². Shirer s'est vu brusquement retirer son émission populaire d'information sur CBS radio – qui est maintenant devenue le réseau de télévision CBS –, car les sponsors publicitaires et par extension CBS ne voulaient pas être associés à un homme dont les idées politiques étaient douteuses, marginales ou selon la définition contrefaite de l'époque « communistes ».

Aujourd'hui, l'équivalent moderne de cette forte pression, de cette repoussante et sinistre pression, est engendré non pas par la peur politique, mais par l'indolence, par le laconisme et l'indigence des informations offertes aux téléspectateurs qui portent peu ou pas d'intérêt intellectuel aux affaires étrangères, ni même à la politique intérieure. D'où la remarque d'Edward Saïd sur « la distraction prolongée ». Les quelques programmes d'actualités de CNN sur l'étranger ne durent en moyenne que 90 secondes. Les networks de radio américains ne dif-

1. « Contrastes américains », *Edward Saïd*, *El Ahram* hebdomadaire, *Le Caire*, 17-23 février 1994.

2. *A Native's Return: 1945-1988*, *William L. Shirer*, pp. 158-171, *Little Brown*, *New York* 1990.

fusent les nouvelles que pendant 30 secondes. Sous l'avalanche de publicité qui constitue la base des networks, les programmes d'information sont devenus des coupures – des coupures entre les publicités.

Il est impossible parmi ces contraintes de tenter d'expliquer les deux aspects d'une question de politique. L'histoire, les nuances, la simple mise en question d'une vérité reçue sur un événement sont tout simplement écartées. La seule façon de produire un sommaire des événements, c'est d'adopter un angle simple – ou le plus simple des angles, celui d'un journaliste qui travaille dans l'urgence, c'est-à-dire celui du gouvernement.

Car il est maintenant d'usage dans les informations américaines que les nouvelles internationales soient formulées – « traduites » serait peut-être un mot plus juste – par un correspondant du Pentagone, du département d'Etat, ou de la Maison Blanche. Les reporters de télévision qui définissent l'ordre du jour en matière d'affaires étrangères, s'inspirent directement du modèle des correspondants de lobbies britanniques, qui peuvent être les porte-parole de la « pensée » du gouvernement à condition de taire leurs sources. Si le président Clinton s'inquiète de la production d'armes nucléaires en Corée du Nord, du non-respect des résolutions des Nations unies par l'Irak, de la paix au Proche-Orient, ou des événements sanglants dans les Territoires occupés, les reporters de télévision vont donc souligner le danger que représente la Corée du Nord, l'intransigeance de Saddam Hussein, ou la nécessité de faire des efforts en vue de la paix au Proche-Orient.

Dans la plupart des rédactions des journaux occidentaux, il y a aujourd'hui un poste de télévision branché sur l'une des grandes stations d'information en continu diffusées par satellite – CNN, BBC World Service ou Sky. Les rédacteurs en chef regardent CNN de la même façon qu'ils regardent leurs programmes d'information nationaux. D'ailleurs, ils regardent ces programmes avec une crédulité croissante. Combien de fois n'ai-je pas vu, durant ces années passées au Moyen-Orient, de ces reporters d'agence de presse recevant de leurs bureaux de Londres ou de New York des messages de leurs rédacteurs qui, ne voulant pas se laisser dépasser, leur intimaient l'ordre de mettre « en phase » leurs reportages avec ceux de CNN, CBS, ABC ou NBC.

Revenons en 1983, quelque jours après l'attaque-suicide de la base des marines US, qui causa la mort de 241 soldats américains à Beyrouth. Je reçus un coup de téléphone de Charles Douglas Home, le rédacteur en chef à l'époque du journal pour lequel je travaillais, *The Times*. D'après les correspondants américains, me disait-il, des troupes russes avaient débarqué dans la vallée de la Bekaa pour soutenir les Syriens contre la présence américaine au Liban. Une télévision avait rapporté que des troupes soviétiques en uniformes gris avaient été vues dans la ville libanaise de Chtaura, et que le commandant de l'armée

soviétique et son staff d'officiers s'étaient installés au deuxième étage d'une maison, à Dour Choueir au-dessus de Beyrouth.

Mon devoir me commandait d'aller visiter cette maison, et ce fut pour y trouver le second étage occupé par un jardinier libanais... J'allai jusqu'à Chtaura, où les habitants perplexes m'apprirent que le seul Russe qu'ils avaient jamais vu était l'attaché militaire soviétique de Damas, qui, une fois par mois, venait de la Syrie pour faire le plein d'alcool notoirement bon marché dans cette ville.

A une autre occasion – cette fois, poussé par le correspondant d'un network du Pentagone – je me précipitai à Baalbek pour retrouver des Iraniens qui allaient, soi-disant, mener une attaque-suicide à la bombe pour couler des navires de guerre américains dans la baie de Beyrouth. L'attaque devait être menée au moyen de planeurs chargés d'explosifs. Ces planeurs faits de bois, d'après le network, avaient été transportés par mer jusqu'au Liban dans des containers.

Les fameux containers de Baalbek n'étaient en fait que des maisons provisoires pour un groupe de Kurdes destitués, leur linge fraîchement lavé pendant aux branches d'un arbre proche. Mais quand je racontai tout cela à mon rédacteur en chef, sa réaction fut révélatrice : « *Les Américains semblent être très sûrs des faits* », dit-il.

Ainsi les networks sont-ils devenus un moyen de propager n'importe quelle nouvelle d'inspiration officielle. Dès leur diffusion, ces nouvelles deviennent réalité ; une réalité qui doit être suivie par la presse – plutôt que d'être soumise à enquête – une réalité qui doit être « en phase » plutôt que remise en question. Très souvent – ce qui se repère en prêtant une oreille attentive aux envois de Washington –, on apprend que leurs sources ne sont pas seulement américaines mais émanent aussi « *de source autorisée israélienne* ». Très souvent aussi, cette information n'est donnée que parce qu'elle sert les intérêts d'une partie ou d'une autre. Une « *source israélienne* » qui suggère que des « *terroristes arabes* » (sic) sont en train de planifier une attaque contre les intérêts américains au Moyen-Orient – c'est ce que disait en substance un reportage de CNN l'année dernière – peut évidemment avoir d'autres mobiles ultérieurs. Mais ces mobiles ne sont jamais mentionnés dans ces brefs et simples flashes d'information du Pentagone, du département d'Etat ou de la Maison Blanche.

Ainsi, le point de vue américain sur le monde est devenu sacrosaint grâce au satellite. Si la parole des officiels américains est distillée comme une vérité indiscutable par les journalistes de la télévision américaine, alors il est évident que suggérer que ces reportages sont biaisés ou faux serait douter de la parole, non seulement du journaliste, mais de la seule superpuissance mondiale. De même, une remise en question de la véracité de tels reportages signifie implicitement remettre en question les valeurs américaines, l'honnêteté américaine, l'Amérique elle-même. Et cela ne saurait être permis sur les networks.

Pour les journalistes de la presse écrite, la question est claire. Si leurs journaux se basent sur les informations diffusées par satellite pour établir leur échelle de valeurs – et décider l'ordre d'importance des sujets –, alors ces mêmes journaux attendront une reproduction écrite de ce qu'ils ont vu à la télévision. Si CNN dit que des « terroristes arabes » sont en train de planifier une attaque contre les intérêts occidentaux, le reporter de presse écrite se verra donc obligé de fournir des informations allant dans le même sens.

Bien sûr, ce phénomène n'affecte pas tous les journalistes. J'ai eu, heureusement, des rédacteurs en chef qui ont fait confiance à mon flair quand je menais des enquêtes sur des événements au Moyen-Orient. Mais il est intéressant d'observer les résultats d'une telle politique. Quand par exemple, mes enquêtes allaient à l'encontre des événements tels qu'ils étaient décrits à la télévision : que les dires d'un gouvernement arabe étaient douteux, qu'une opération militaire israélienne se serait déroulée autrement que ce que les Israéliens avaient annoncé, alors le journal recevait un flot de lettres critiques qui insistaient sur la contradiction qui existait entre les écrits de mes collègues et les miens ; ils en concluaient que mes écrits étaient donc faux.

Pendant la crise du Golfe en 1990-1991 et la guerre qui s'ensuivit, par exemple, le *London Independent* reçut des dizaines de lettres de lecteurs sur mes articles non censurés provenant du désert. Quelques-uns de ces articles décrivaient le racisme que cultivaient les unités militaires américaines à l'égard des Arabes, racontaient comment les pilotes américains visionnaient des films pornographiques avant de partir bombarder l'Irak, comment les armées alliées avaient été incapables de fournir des cartes précises des lignes de front à leurs soldats qui devaient mener des actions contre l'Irak, et finalement comment les journalistes soumettaient des milliers de dépêches à la censure. Toutes mes enquêtes étaient précises sur les dates et les détails. Soixante pour cent des lettres reçues par *The Independent* disaient que mes articles n'auraient jamais dû paraître. Beaucoup d'entre elles demandaient mon renvoi. Les lecteurs, apparemment, préféraient des articles censurés. Certains étaient satisfaits des cassettes vidéos censurées qui passaient à la télévision, et se demandaient pourquoi je n'abondais pas dans le sens des journalistes « responsables » auxquels ils avaient affaire tous les soirs devant leur poste. D'autres encore menacèrent de cesser d'acheter le journal si celui-ci ne se conformait pas aux valeurs de la télévision.

Comment la presse occidentale devrait-elle faire face à ces pressions ?

De plus en plus, il semble qu'elle se contente de copier la télévision plutôt que de l'affronter. Les « unes », au lieu d'être occupées par deux ou trois articles d'investigation importants, sont maintenant encom-

brées par six ou sept articles sur les nouvelles courantes que les lecteurs ont déjà vues la veille à la télévision ; nouvelles soigneusement choisies la nuit précédente par un rédacteur en chef qui a regardé la télévision et qui a une sainte frousse de se trouver pris de vitesse.

Ainsi, le « sound-bite » – le flash d'info – engendre-t-il des paragraphes d'une ligne. Ainsi, les journaux sont-ils amenés à ressembler non pas au compte-rendu des informations du jour précédent, mais au compte-rendu de la manière dont les télévisions ont traité l'information du jour précédent, une espèce de programme-télé des informations, sans discernement, ni personnalité.

A l'ère télévisuelle, la fonction de la presse écrite, me semble-t-il, devrait être de travailler sur les terrains que la télévision ne peut pas couvrir – ou que la télévision est trop frileuse pour couvrir. Comme les reportages de télévision deviennent de plus en plus fades et, disons-le franchement, lâches, le journalisme écrit devrait donc examiner, analyser, remettre en question – jusqu'à prouver qu'elles sont fausses – l'ensemble des nouvelles et des idées reçues transmises par le satellite.

Nous ne devons pas non plus oublier les problèmes croissants de la presse internationale arabe, qui de plus en plus souffre de la mainmise des pays du Golfe, et plus particulièrement de celle de l'Arabie Saoudite. L'ordre du jour des actualités est aussi en train d'y être établi via le satellite arabe de télédiffusion ; un médium avec des reportages de saintes-nitouches, souvent sans aucun sens critique, qui font maintenant partie de la réalité de tant de foyers arabes.

Néanmoins, le journalisme arabe est encore déterminé dans sa forme et son contenu par l'Occident. Et en Occident, dès qu'un intérêt national est en jeu, le journalisme prend une tournure particulière, elliptique. La guerre du Golfe n'en est qu'un exemple. Prenons le cas d'Israël, dont les relations particulières avec les Etats-Unis ont donné lieu, pendant des années, à un type de reportages dont les standards moraux sont différents selon qu'ils abordent Israël ou les pays arabes. Pourquoi, par exemple, CNN parle-t-elle des « territoires » quand elle fait référence aux Territoires occupés ? Cette omission ne suggère-t-elle pas que l'occupation est quelque part légitime du point de vue international ? Pourquoi, dans un reportage, l'an dernier, sur un citoyen juif qui a tiré de sang-froid sur un prisonnier palestinien, a-t-on utilisé, pour désigner le meurtrier, le terme de « tireur » ? Un mot froid, impersonnel et dénué de toute condamnation morale.

Les journalistes arabes qui sont séduits par ces propos feraient bien de se souvenir de leurs propres histoires mensongères et tordues qui jetèrent l'opprobre sur la presse arabe, pendant la période où l'Union Soviétique était censée être le sauveur du nationalisme arabe. Où était la presse internationale arabe quand Beyrouth était assiégée, en 1982, par les Israéliens ? Je n'ai rencontré aucun journaliste arabe, sinon les

Libanais, dans la ville durant ces terribles journées. Leurs journaux utilisaient les nouvelles provenant de nos agences occidentales. Et quand, quatre ans plus tard, les journalistes étaient kidnappés au Liban, la presse arabe ne montra aucune sympathie à leur égard. Aujourd'hui encore, les journalistes égyptiens sont « réquisitionnés » dans la campagne du ministère de l'Intérieur visant les correspondants étrangers qui essaient d'enquêter sur l'insurrection contre le gouvernement du président Moubarak.

Mais si les Arabes vivent toujours sous des régimes qui imposent l'autocensure et même la censure, les journalistes occidentaux n'ont pas cette excuse. Et les réseaux de télévision non plus, dont le manque de distance critique vis-à-vis des sujets traités est devenu le corollaire de leur façon d'enquêter. Il n'est pas difficile de trouver des exemples similaires en Occident. Si les journalistes américains perdent leur faculté critique quand ils parlent d'Israël, les journalistes français ont fait de même durant la guerre que le général libanais Michel Aoun a menée contre l'armée syrienne au Liban. Bien longtemps après que cette « guerre d'indépendance » (sic) ait viré vers une guerre contre les musulmans, les journalistes français continuaient de se rendre dans le quartier chrétien de Beyrouth-Est, afin de parler de « la pluie de fer et de feu » qui s'abattait sur ce dernier. Ils présentaient Aoun comme un nouveau Bonaparte, et couvraient sans aucun esprit critique les visites obséquieuses des parlementaires français au général – y compris celle de l'actuel ministre de la Défense, François Léotard. La presse française a beaucoup fait pour renforcer l'image qu'Aoun se faisait de lui-même, et donc pour le persuader de continuer cette guerre sanglante. Une fois qu'Aoun s'est retourné contre ses milices chrétiennes alliées au sein des Phalanges, et a commencé à bombarder ses propres quartiers chrétiens à Beyrouth, la presse et la télévision françaises se sont tues.

Devons-nous continuer à pratiquer notre profession de cette manière ? Devons-nous toujours être sous l'emprise de la télévision et de ses valeurs – souvent les « valeurs » politiques des gouvernements ? D'ailleurs, la télévision doit-elle seulement refléter ces idées simplistes qui vont dans le sens de la politique du gouvernement et qui ne défient pas les idées reçues sur les événements mondiaux ?

Vous pouvez protester en parlant de l'intégrité de la télévision face à la tragédie au Kurdistan. Les cyniques vainqueurs de la guerre du Golfe n'ont-ils pas été obligés d'abandonner leur indifférence face à ces images de femmes accouchant dans des montagnes glacées ? John Major avait annoncé à la Chambre des Communes qu'il ne pouvait se « souvenir d'avoir demandé aux Kurdes de se lancer dans cette insurrection ». Mais face aux images de la télévision – et à Margaret Thatcher, cette opposante au journalisme d'investigation – il fut bien obligé d'agir. Vous pouvez aussi dire qu'en Bosnie, les images télévisées

ont aidé – comme le veut le cliché – « à activer les consciences » dans le monde. Mais l'ont-elles fait réellement ? Deux ans d'images télévisées – des images vidéo sanglantes, répétitives, et si lassantes qu'elles disparurent peu à peu des écrans, si humiliantes que même le satellite arabe renonça à les diffuser –, n'ont vraiment pas fait grand-chose pour encourager les gouvernements à une action morale. Ayant compris les limites et les contraintes de la télévision, et aussi ses dispositions naturelles à la soumission – quand c'est nécessaire –, les politiciens occidentaux n'ont prêté aucune attention aux images vidéo. Ils ont persuadé quelques journalistes de faire des reportages dans lesquels les victimes musulmanes étaient présentées comme étant aussi mauvaises que leurs agresseurs serbes. Et ils ont à peine protesté quand les journalistes eux-mêmes se faisaient abattre dans cette terrible guerre.

Il y a là une tentation de rechercher un journalisme « agressif » comme solution à ce problème. Mais les journalistes de la presse écrite qui condamnent le bombardement de Bagdad pour recommander le bombardement de Belgrade deux ans plus tard donnent une bien piètre image d'eux-mêmes. L'engagement a été si souvent mal utilisé qu'il est devenu l'ennemi potentiel d'une enquête honnête.

Peut-être est-ce la passion qui nous manque dans nos reportages sur le Proche-Orient aujourd'hui, la volonté du reporter de faire fi des déclarations du gouvernement, des flash d'info et des « sources » anonymes, afin de donner un éclairage moral sur les événements. Les télévisions par satellites, paralysées et encroûtées dans leur « sens des responsabilités officielles » vis-à-vis de leurs spectateurs, ne peuvent accomplir ce devoir. On ne peut pas s'attendre non plus de la part de ces spectateurs bercés par le divertissement à ce qu'ils demandent aux networks de remplir cette fonction.

Il n'est pas étonnant que tout ceci ait un impact profond sur les rédacteurs en chef de la presse. Tous les jours, ils entendent les mêmes reportages conformistes et bien ficelés. Sont-ils blâmables de « croire à ce qu'ils entendent par trois fois » ? Peut-être – c'est un vœu pieux mais sincère – les rédacteurs en chef vont-ils apprendre à éteindre leur poste de télévision.